



**HAL**  
open science

## La dynamique des coalitions électorales en Turquie

Yohanan Benhaim, Elise Massicard, Alexandre Toumarkine

### ► To cite this version:

Yohanan Benhaim, Elise Massicard, Alexandre Toumarkine. La dynamique des coalitions électorales en Turquie. *Pôle Sud - Revue de science politique de l'Europe méridionale*, 2025, 2024/2 (61), pp.13-36. <10.3917/psud.061.0013>. <hal-05000457>

**HAL Id: hal-05000457**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-05000457v1>**

Submitted on 28 Nov 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

# LA DYNAMIQUE DES COALITIONS ÉLECTORALES EN TURQUIE

**Yohanan Benhaïm**

Responsable du pôle Études contemporaines, IFEA  
[yohanan.benhaim@ifea-istanbul](mailto:yohanan.benhaim@ifea-istanbul)

**Elise Massicard**

Directrice de Recherche, CNRS/CERI Sciences Po  
[elise.massicard@sciencespo.fr](mailto:elise.massicard@sciencespo.fr)

**Alexandre Toumarkine**

Professeur des Universités, INALCO  
[alexandre.toumarkine@inalco.fr](mailto:alexandre.toumarkine@inalco.fr)

In: *Pôle Sud - Revue de science politique de l'Europe méridionale*, 2024/2, n°61, p. 13-26

DOI:10.3917/psud.061.0013

## RÉSUMÉ/*ABSTRACT*

Alors que la présidentialisation du régime intervenue en 2017 devait concentrer le pouvoir et stabiliser le champ politique, une nouvelle dynamique de coalitions électorales a fait son apparition depuis le milieu des années 2010. Elle a remis le Parlement et les partis au centre du jeu politique. Cet article analyse la manière dont le paramètre des coalitions a fonctionné, lors des élections présidentielles et législatives de 2023, puis lors des scrutins locaux en 2024 – de manière tout à fait différenciée. Il analyse ses effets sur les jeux partisans et politiques, mais aussi sur le fonctionnement du champ partisan. Paradoxalement, ce paramètre de coalition semble générateur d'une forme d'instabilité dans le champ politique.

*Although the presidentialization of the system in 2017 aimed to concentrate power and stabilize the political landscape, a new dynamic of electoral coalitions has emerged since the mid-2010s, bringing Parliament and political parties back to the centre of the political arena. This article examines how these coalitions functioned during the presidential and legislative elections of 2023 and then during the local elections of 2024 in distinct ways. It also analyzes their effects on partisan and political dynamics, as well as on the functioning of the partisan field. Paradoxically, this coalition dynamic generates a form of instability in the political field.*

## MOTS-CLES/KEYWORDS

Coalition, coalition électorale, scrutins locaux et nationaux, compétition électorale, partis politiques

*Coalition, Electoral coalition, Local and national ballots, Electoral competition, Political parties*

## INTRODUCTION

En France, l'importance de la figure de Recep Tayyip Erdoğan a été mise en évidence (Chevion, Pérouse, 2016), au risque parfois d'imposer une vision monolithique de la politique turque qui se résumerait à la personne du président (Perrier, 2018 ; Du Plessis, 2021). Or, cette vision occulte la centralité des dynamiques de coalitions électorales au cœur du jeu politique depuis le milieu des années 2010. Cette importance des coalitions n'est pas nouvelle en Turquie. Le débat y a longtemps été posé en termes de gouvernements de coalition contre gouvernements monopartisans, et la littérature s'est notamment intéressée aux conditions d'émergence de ces derniers (Ayan Musil, 2015), largement considérés comme garants de la stabilité politique du pays. En 2002, l'AKP lui-même vient ainsi clore une période de grande instabilité de gouvernements de coalition des années 1990 avec l'avènement d'un gouvernement monopartisan. Cette même promesse de stabilité se retrouve dans la réforme constitutionnelle de 2017, qui instaure une présidentialisation et met fin à la dualité de l'exécutif en supprimant le poste de Premier ministre. Cette concentration du pouvoir au sein de la Présidence peut se lire comme une réponse à l'incapacité du parti présidentiel, l'AKP (*Adalet ve Kalkınma Partisi* : Parti de la Justice et du Développement), au pouvoir depuis 2002, à trouver une majorité parlementaire en juin 2015. Pourtant, décaler le regard de la question de la présidentialisation permet de constater que la dynamique de coalition est de nouveau centrale dans la politique turque. Elle se joue néanmoins de manière différente, car il s'agit désormais non pas de coalitions gouvernementales comme dans les décennies 1960, 1970 et 1990, mais de coalitions électorales, rendues possibles par une loi de 2018 (Gezgüç Kaya, 2024).

La littérature de politique comparée sur les coalitions s'intéresse principalement aux coalitions de gouvernement (Golder 2006 ; Bué, Desage, 2009), et assez peu aux coalitions électorales, à

quelques exceptions près. En effet, « pratiquement aucuns modèles formels de comportement de coalition n'intègrent la possibilité de coalitions préélectorales de partis » (Golder, 2005, p. 644), et ce alors même que les coalitions préélectorales sont loin d'être un phénomène rare. Selon Golder, « une coalition préélectorale existe lorsque plusieurs partis choisissent de coordonner leurs stratégies électorales plutôt que de se présenter seuls » (2006, p. 195). Certaines études se sont intéressées aux types de dispositifs électoraux encourageant la formation de coalitions, tels que la prime au parti majoritaire, le seuil de représentation à atteindre ou encore l'existence d'un second tour (Golder, 2006). Cependant, c'est la question de l'efficacité de ces accords interpartisans en termes de résultats électoraux qui constitue le principal angle par lequel sont étudiées les coalitions préélectorales. Dans le cas italien, depuis 1993, c'est le niveau municipal qui a initié une logique de coalition électorale pour structurer la compétition, logique qui s'est ensuite exprimée au niveau national. Cette primauté du local sur le national s'est vue confirmée par la montée spectaculaire des listes locales dans le cadre d'un affaiblissement des partis politiques (Bedock, 2016). Le rôle joué par la dimension locale, ici régionale, est également illustré, mais d'une autre manière, dans un système fédéral comme celui de l'Inde. Deux grands partis à l'échelle fédérale, celui du Congrès et le BJP (*Bharatiya Janata Party*) nationaliste hindou, ont constitué dans la décennie 1999-2009 des coalitions préélectorales avec des partis plus modestes, pour pouvoir l'emporter au niveau fédéral. La différence de taille entre partis de la coalition a été ici un facteur de réussite. Par ailleurs, l'exercice du pouvoir fédéral a permis au parti du Congrès d'offrir plus à ses partenaires de coalition que le BJP dans l'opposition. Un troisième facteur notable a été la dispersion spatiale du vote au niveau des États, mais également au niveau infra-étatique. Celle-ci a joué un rôle crucial pour donner au grand parti des moyens de négociation avec ses petits partenaires de coalition (Lefebvre, Robin, 2009).

Dans les pays caractérisés par un exercice autoritaire du pouvoir, c'est logiquement que la littérature existante se concentre sur les coalitions d'oppositions et leur capacité à maximiser leurs chances de victoire à travers cette stratégie (Bunce, Wolchik, 2010 ; Gandhi, Reuter, 2014 ; Gandhi, Ong, 2019 ; Ong, 2022). C'est notamment le cas des travaux s'inscrivant dans le cadre du modèle de « l'autoritarisme compétitif » (Levitsky, Way, 2002, 2010) pour étudier le cas turc, et qui voient dans la formation d'une coalition d'opposition, et en particulier en sa capacité d'assurer une coordination efficace entre ses différentes composantes (Esen, Yavuzylmaz, 2023), la clef d'une remise en question du pouvoir en place.

Le cas turc a cependant ceci d'intéressant que le choix pour une stratégie privilégiant la formation d'une coalition préélectorale n'est pas l'apanage exclusif de l'opposition. Au contraire, on observe depuis 2018 la généralisation de cette logique de coalitions à l'ensemble du spectre politique, partis au pouvoir inclus. En 2023, la quasi-totalité des partis politiques participent ainsi aux élections dans le cadre d'une coalition, alors qu'il n'y avait que deux coalitions en 2018<sup>1</sup>. Sur ce point cependant, force est de constater comme le souligne G. Bingham Powell, que non seulement nous en savons trop peu sur l'origine des coalitions préélectorales, mais que la littérature existante ne nous permet pas de saisir « la grande variété des formes (...) qu'elles peuvent prendre » (2000, p. 247), en particulier dans des systèmes politiques pouvant être qualifiés de « complexes » (Taagepera, 2010) du fait de l'existence de scrutins à deux tours et de bonus au parti majoritaire. De plus, non seulement ces coalitions se généralisent, mais elles peuvent varier dans le temps selon les types de scrutins. À partir des cas français et italien, il a été mis en évidence comment les modalités de scrutin aux élections présidentielles pour le premier et sénatoriales pour le second influent sur les stratégies des partis politiques lors des élections législatives (Di Virgilio, Dolez, Laurent, 2015). Lorsque les scrutins présidentiel et législatif se tiennent le même jour (en plus par définition avec des modes de scrutins différents), l'offre électorale, la campagne et les résultats des élections législatives sont ainsi étroitement liés à la présidentielle, selon un processus de « contamination » (Ferrara, Herron *et al.*, 2005) que la littérature anglo-saxonne a baptisé « *coattail effect* » (Hicken, Stoll, 2011). Il s'agit donc de ne pas se focaliser uniquement sur un scrutin, que ce soient les élections présidentielles qui concentrent l'attention des études sur des régimes autoritaires très centralisés, ou les élections législatives, mais bien sur l'ensemble des scrutins, et d'interroger les relations d'interdépendance entre les stratégies partisanes au cours de ces différentes élections. Dans le contexte turc, où le contrôle des grandes métropoles du pays que sont Istanbul et Ankara garantit l'accès à d'importantes ressources pour le vainqueur, les élections municipales occupent une place centrale dans la renégociation des équilibres de pouvoir, comme la victoire de l'opposition aux élections de 2019 à Istanbul l'a illustré. Cette contribution, en proposant d'étudier l'évolution des coalitions interpartisanes au cours des élections présidentielles et législatives de 2023 mais aussi municipales de 2024, entend ainsi prendre en compte les relations entre différents niveaux de scrutin dans l'analyse. Si la littérature existante s'intéresse aux effets

---

<sup>1</sup> À l'Alliance du Peuple (*Cumhur İttifakı*) de l'AKP et à l'Alliance de la Nation (*Millet İttifakı*) de l'opposition coalisée autour du parti kémaliste s'ajoute en 2023 l'Alliance Travail et Libertés (*Emek ve Özgürlük İttifakı*) et l'Union de la Force Socialiste (*Sosyalist Güç Birliği*) à gauche, et l'Alliance ATA (*ATA İttifakı*) d'extrême droite.

des coalitions entre différents niveaux d'États fédéraux (Lago, Montero, 2009 ; Lefebvre, Bertrand, Robin, 2009), ou encore aux effets des coalitions nationales sur des coalitions locales (Škvrňák, 2024), l'article met ici en évidence les interactions réciproques entre élections nationales et municipales à moyen terme. La question de la territorialisation des alliances doit ainsi être prise en compte, comme cette autre question complexe qu'est l'autonomie des champs politiques locaux, une autonomie que le cas italien illustre au point de parler de « dé-nationalisation » de la compétition (Bedock, 2016).

Par ailleurs, Gandhi et Reuter insistent ainsi sur le caractère déclaré de ces coalitions, en les qualifiant « d'accords dans lequel les partis annoncent publiquement qu'ils ne vont pas participer de manière indépendante aux élections » (Gandhi, Reuter, 2014, p. 223). Alors que des études existent sur les coalitions officielles déclarées comme telles, et insistent sur l'importance de la proximité idéologique entre partis pour expliquer de telles coalitions, on trouve en Turquie également des accords entre partis et/ou coalitions qui peuvent être qualifiés de coalitions officieuses ou partielles, ne publicisant pas toujours leurs accords justement du fait d'un éloignement idéologique. L'une des coalitions peut faire le choix de ne pas présenter de candidats en vue de favoriser celui d'une autre coalition sans pour autant faire campagne pour cet autre candidat de manière officielle.

L'étude des élections de 2023 et 2024 en Turquie, réinscrite dans une réflexion antérieure sur ces questions (Benhaïm, Massicard, Tourmarkine, 2022), nous permet ainsi de mettre en évidence l'existence d'une dynamique spécifique des coalitions électorales qui évoluent avec le temps et en fonction du type de scrutin. La configuration politique turque représente un espace multiniveau, caractérisé par la constance de ces coalitions d'une élection à une autre, mais ces coalitions ne sont pas stabilisées, et ce pour deux raisons principales. Premièrement, elles dépendent du mode de scrutin. Or, chaque mode de scrutin produit des modalités de mise en coalition, et parfois des effets, différenciés. Le scrutin est uninominal à deux tours pour la présidentielle, de liste à un tour pour les législatives qui se tiennent en même temps que la présidentielle ; pour les élections locales, qui se tiennent également toutes en même temps, se superposent différents scrutins, uninominal à un tour pour l'élection des maires, mais de liste pour les conseils municipaux et généraux. Les modalités de ces coalitions changent ainsi selon le type de scrutin : les partis se réunissent autour d'un candidat commun aux élections présidentielles ; se mettent d'accord sur des listes communes dans certaines circonscriptions aux législatives, ou privilégient des listes partisans séparées,

comptabilisées au sein d'une même coalition; s'accordent sur le fait de présenter des candidats ou non ou présentent des candidats d'un parti en tête d'une liste d'un autre parti pour les municipales. Deuxièmement, les acteurs anticipent le jeu des coalitions à partir des résultats précédents, qui déterminent donc ce qui se passe au sein des partis, des coalitions et les stratégies vis-à-vis des autres coalitions. Il s'agit ainsi d'être attentif aux effets d'apprentissages et d'adaptations à ces transformations des règles de la compétition électorale sur le temps long, d'une élection à l'autre, et qui concerne, comme le souligne Rein Taagepera (2010) autant les structures partisans que les électeurs eux-mêmes.

Alors que le passage au régime présidentiel entendait renforcer les capacités de gouvernement du président au pouvoir contre les risques d'instabilité et de lenteur liés au régime parlementaire, la dynamique des coalitions met ainsi de nouveau les partis au centre du jeu politique, en influençant la stratégie des acteurs politiques à trois niveaux : au niveau intrapartisan, au niveau des relations entre partis politiques au sein des coalitions, et au sujet du positionnement par rapport aux autres coalitions. Preuve de cette importance renouvelée des partis, on observe la création de sept nouveaux partis en quelques années, et ce sur l'ensemble du spectre politique<sup>2</sup>. Cette contribution entend ainsi mettre en évidence que ces coalitions sont ainsi porteuses d'un paradoxe : alors que la présidentialisation du régime devait stabiliser le champ politique, ces coalitions qui devaient participer à en assurer la stabilité sont au contraire, par leur dynamique propre, génératrices d'instabilité.

Cet article est basé sur le suivi de la presse, l'analyse de publications spécialisées (rapports de *think-tanks* notamment), mais aussi sur plusieurs campagnes d'entretiens avec des cadres de différents partis à Istanbul, Diyarbakir et Ankara, menés durant les périodes électorales de 2023 et 2024, ainsi que l'observation des élections de 2023 (à Istanbul, Izmir, Ankara) et 2024 (à Istanbul et Diyarbakir).

Une telle approche rend nécessaire d'historiciser le phénomène de coalitions en rendant compte des changements dans le système partisan sur une période relativement longue. L'article reviendra

---

<sup>2</sup> Le İYİ Parti (Bon parti, nationaliste) de Meral Akşener, fondé en 2017 et issu d'une scission avec le MHP suite à son alliance avec l'AKP ; le Parti des Travailleurs de Turquie (*Türkiye İşçi Partisi*, TİP) a été refondé la même année, le Nouveau Parti de la Prospérité (*Yeniden Refah Partisi*, YRP) de Fatih Erbakan a été fondé l'année suivante, le *Gelecek Partisi* (Parti du futur, conservateur) fondé par Ahmet Davutoğlu fin 2019 et le DEVA Partisi fondé par Ali Babacan en 2020; mais aussi, plus récemment, deux autres partis issus de scissions au sein même de l'opposition, le *Memleket Partisi* (Parti du Pays, nationaliste) fondé en mai 2021 par Muharrem İnce qui a quitté le CHP, et le *Zafer Partisi* (Parti de la Victoire, nationaliste) fondé en août 2021 par Ümit Özdağ issu quant à lui du İYİ Parti.

dans un premier temps sur la genèse et les étapes menant à l'instauration de coalitions électorales. Les trois parties suivantes étudieront successivement pour la coalition du pouvoir, la principale coalition d'opposition, et les partis de gauche pro-kurdes comment les dynamiques de coalition ont joué lors des élections présidentielle et législative de 2023, puis locales de 2024. La conclusion reviendra sur les effets de ces nouvelles dynamiques sur le champ partisan et le champ politique en général.

## **GENÈSE ET APOGÉE D'UN SYSTÈME PAR COALITION QUI A PROFITÉ AU CAMP AU POUVOIR**

C'est entre les années 2015 et 2018 que le système de coalition s'est mis en place. Alors que l'on impute communément la formation de coalitions à l'opposition dans le but de battre le parti majoritaire au pouvoir, comme dans de nombreux cas étudiés par la littérature, c'est en réalité ce dernier qui est à l'origine de cette nouvelle dynamique. La mise en place d'une logique de coalition est en effet directement liée à l'érosion électorale de l'AKP, qui ne parvient plus, seul, ni à obtenir une majorité absolue, ni à faire passer une réforme constitutionnelle de présidentialisation du régime, qu'il appelle pourtant de ses vœux depuis plusieurs années. C'est donc la formation d'une coalition électorale au pouvoir notamment autour de l'objectif de présidentialisation du régime qui, alimentant la polarisation politique, induit la formation d'une coalition d'opposition.

### **Une logique de coalition initiée par le parti au pouvoir pour le conserver**

Aux législatives de juin 2015, l'AKP n'obtient que 258 sièges, il perd la majorité absolue. Il impute ce résultat d'une part au fait que le parti de la gauche pro-kurde HDP (*Hakların Demokrasi Partisi*, Parti de la Démocratie des Peuples) dépasse pour la première fois le seuil de 10% des votes exprimés nécessaires à l'obtention d'une représentation parlementaire, ce qui diminue mathématiquement la représentation des autres partis ; d'autre part, au refus par une partie de l'électorat de sa stratégie de règlement politique de la question kurde par négociation avec le mouvement kurdiste, mise en place à partir de 2012. Cette érosion électorale fragilise également le processus de réforme constitutionnelle, entamé en 2014, et qui doit permettre le passage à un régime présidentiel, objectif majeur d'Erdoğan, élu en août 2014 président de la République<sup>3</sup>. Le

---

<sup>3</sup> Jego M., « Législatives en Turquie : Erdogan voit son rêve de sultanat lui échapper », *Le Monde*, 7 juin 2015.

parti de l'extrême droite nationaliste, le MHP (*Milliyetçi Hareket Partisi*, Parti de l'Action Nationaliste), positionné dans l'opposition et très hostile au processus de négociation comme à la réforme constitutionnelle, voit dans l'impasse où se trouve le pouvoir une opportunité d'inverser sa politique kurde. Une alliance AKP/MHP se construit alors autour d'un objectif de rupture des négociations avec le mouvement kurdiste et de reprise de la guerre contre la guérilla du PKK (*Partiya Karkêren Kurdistanê*, Parti des Travailleurs du Kurdistan). Lors des législatives anticipées de novembre 2015, l'AKP obtient de nouveau la majorité absolue avec 317 sièges<sup>4</sup>. Le MHP soutient alors l'AKP sans participation au nouveau gouvernement.

Cette alliance est cimentée fin juillet 2016, au lendemain de la tentative ratée de coup d'Etat. Le mouvement Gülen, accusé d'avoir infiltré les institutions d'Etat et considéré par l'AKP comme l'instigateur principal du coup, fait l'objet d'une répression systématique par le pouvoir, que le MHP soutient au nom de la défense de l'Etat et de sa pérennité. Les purges de l'administration affaiblissent paradoxalement l'AKP qui s'était beaucoup appuyé sur le mouvement Gülen pour prendre le contrôle de celle-ci et marginaliser les courants qui lui étaient hostiles. Le MHP obtient alors dans l'administration, en particulier au ministère de l'Intérieur, une influence disproportionnée par rapport à son poids électoral.

### **Une polarisation autour de la présidentialisation du régime qui généralise les coalitions**

En avril 2017, un référendum sur la réforme constitutionnelle présidentialisant le régime est convoqué par le Parlement avec le soutien des voix de l'AKP et du MHP<sup>5</sup>. Le oui, soutenu par ces deux partis, l'emporte de justesse avec 51,4%. Mais la polarisation induite par le référendum a fait également se constituer un camp du « non », formé initialement par les partis kémaliste (le CHP) et le HDP pro-kurde. Il s'élargit ensuite à un nouveau parti de droite nationaliste, le « Bon Parti » (İYİ Parti), fondé par des membres du MHP opposés à la réforme. C'est ainsi l'enjeu de la présidentialisation qui reconfigure le champ politique en deux camps opposés.

Cette polarisation se réactive dans la perspective d'une séquence électorale couplant présidentielles et législatives – comme le prévoit la réforme constitutionnelle. En janvier 2018, le MHP annonce qu'il ne présentera pas de candidat à l'élection présidentielle, mais appellera à voter pour le président sortant, Recep Tayyip Erdoğan. L'AKP conclut alors en février une alliance électorale

---

<sup>4</sup> Jégo M., « En Turquie, le triomphe d'Erdoğan », *Le Monde*, 2 novembre 2015.

<sup>5</sup> « Turquie : Erdoğan arrache de justesse un oui à la réforme de la Constitution », *Le Monde*, 16 avril 2017.

avec le MHP pour les législatives, l'Alliance du Peuple (*Cumhur İttifakı*). Les deux partis votent un changement de loi électorale qui rend possible les coalitions électorales aux législatives, et fait passer le nombre de députés de 550 à 600. L'AKP entend ainsi se prémunir contre le risque de ne pas obtenir de majorité absolue, comme en juin 2015. En avril, le président Erdoğan annonce la tenue de législatives anticipées pour juin 2018. Cet aménagement de la loi électorale permet à l'AKP d'entrer en coalition pour s'assurer une majorité absolue, tout en garantissant au MHP le fait de continuer à siéger au Parlement, qui est conditionné à l'obtention de 10% des voix, qu'il n'était pas certain d'obtenir. L'Alliance du Peuple obtient 344 sièges, mais l'AKP n'a que 295 élus, et dépend donc de son partenaire de coalition qui en a 49. Quatre partis d'opposition - le CHP kémaliste, le İYİ nationaliste, le Saadet, héritier des partis de l'islam politique, et le petit Parti Démocrate – se coalisent pour ces élections, malgré leurs divergences, pour former l'Alliance de la Nation (*Millet İttifakı*). Le parti kurdiste, autre opposant de l'AKP, s'est présenté seul, obtenant 67 sièges, dans les provinces de l'Est et du Sud de l'Anatolie, où il est dominant. Sa non-intégration à la coalition d'opposition permet de ne pas effrayer la composante nationaliste turque de celle-ci. La logique de polarisation, manifeste aux législatives, est encore consolidée par l'élection présidentielle de 2018, qui se fait depuis 2014 au scrutin direct à deux tours. L'opposition tablait sur un second tour pour rallier le candidat le mieux placé contre Erdoğan. Face à quatre candidats d'opposition, ce dernier est pourtant réélu dès le premier tour, avec plus de 52% des voix, dont celles de l'extrême droite. La fongibilité entre les électorsats AKP et MHP semble fonctionner dans les deux sens : 1/5 des voix de l'élection d'Erdoğan viennent du MHP ; aux législatives, qui se tiennent en même temps, si le parti au pouvoir perd pratiquement un dixième de son électorat, de nombreux électeurs déçus, en se tournant vers le MHP, restent dans la coalition du pouvoir. La coalition d'opposition tire des résultats la certitude que la stratégie d'une large coalition est la bonne. Les élections de 2018 ont donc constitué un test grandeur nature des effets des coalitions électorales pour les deux camps (Çolak, 2020).

L'opposition obtient plus de succès aux élections locales de 2019. Dans les grandes villes de l'ouest, la coalition d'opposition se réactive autour de candidats issus du CHP. Surtout, chose nouvelle, le parti kurdiste ne présente pas de candidats à plusieurs mairies métropolitaines d'envergure que pourrait perdre l'AKP si l'opposition parvient à s'unir – sans toutefois soutenir explicitement ni formellement la principale coalition d'opposition. Effectivement, ces candidats

reçoivent à la fois les voix d'électeurs kurdistes et nationalistes turcs dans de nombreuses grandes mairies métropolitaines, dont Istanbul et Ankara, mettant fin à l'aura d'invincibilité de l'AKP.

## **LA COALITION AU POUVOIR : ENTRE DYNAMIQUES CENTRIPÈTES ET CENTRIFUGES**

Alors que pour les élections législatives et présidentielles de 2023 la logique de coalition permet au parti au pouvoir de canaliser la fuite de ses électeurs vers ses alliés, les élections municipales de 2024 voient certains partis de la coalition tirer profit de cette expérience au niveau national pour faire concurrence à l'AKP au niveau local.

### **Une coalition qui permet de contenir les fuites d'électeurs**

Confronté à l'usure du pouvoir et au mécontentement généré par une grave crise économique et financière depuis 2018, le camp du pouvoir réitère pour les élections de 2023, la double stratégie engagée depuis 2019. Celle-ci consiste d'une part à garder les déçus dans sa coalition en continuant à développer des alliances avec d'autres partis idéologiquement proches, et d'autre part, à fragiliser celle de l'opposition en tirant profit de la forte tension idéologique entre électeurs national-souverainistes turcs et kurdistes, notamment en criminalisant le parti et l'électorat kurdistes, et par translation, la coalition d'opposition. Aux législatives, il reconduit la coalition avec le MHP, mais il l'élargit aussi à de nouveaux partis, notamment les plus religieux du champ politique.

Depuis sa défaite relative aux municipales de 2019 (voir *infra*) et l'aggravation de la crise économique, l'AKP a en effet tenté de retrouver des marges de manœuvre électorale en ciblant les franges les plus conservatrices et religieuses de l'électorat. La reconversion en mosquée de la basilique Sainte-Sophie en juillet 2021, ou le retrait de la convention d'Istanbul sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique en mars de la même année, ont ainsi été des concessions faites à des revendications portées notamment par les milieux islamistes. Initialement prévue pour briser l'alliance de l'opposition en cours de constitution, en attirant du côté du pouvoir le parti du Saadet, issu comme l'AKP de l'héritage du mouvement islamiste *Milli Görüş*, ces décisions très symboliques ont surtout permis de sceller une alliance électorale avec d'autres partis politiques islamistes, aux premiers rangs desquels le Nouveau Parti de la Prospérité (*Yeniden Refah Partisi*, YRP) et le Parti de la Cause Libre (*Hür Dava Partisi*, ou

Hüda Par). Ce dernier, héritier du groupe islamiste radical armé *Hizbullah*, connu pour ses liens avec l'État dans le cadre de la guerre de contre-insurrection contre le PKK, a été fondé en 2012 pour défendre un agenda à la fois islamiste et kurdiste, d'abord dans les régions du Sud-est du pays où il est le mieux implanté et entend incarner un kurdisme conservateur, alternatif aux partis proches du PKK. Il soutient par la suite le « oui » lors du référendum constitutionnel de 2017, et le candidat Erdoğan aux présidentielles de 2018, tout en présentant ses propres candidats à l'échelle nationale aux législatives de 2018. Le YRP quant à lui, a été fondé en 2018 par Fatih Erbakan, fils de l'ancien Premier ministre Necmettin Erbakan leader historique de l'Islam politique, qui avait annoncé sa candidature à l'élection présidentielle de 2023 avant de se retirer pour rejoindre la coalition au pouvoir. Le *Hüda Par* et le YRP, comme les autres partis issus de la droite conservatrice mais passés à l'opposition, le *Gelecek* et le DEVA, font le choix d'intégrer les listes du parti majoritaire de la coalition (dans leur cas l'AKP), pour s'assurer de sièges de députés. Le YRP présente en parallèle ses propres listes.

La présence de ces partis islamistes au sein de la coalition au pouvoir permet à l'AKP de contenir la fuite des franges les plus religieuses de son électorat, susceptibles de se détourner de ce parti, bien qu'elles soient pour la plupart encore fidèles à la figure du président Erdoğan. La majorité présidentielle réussit ainsi à conserver une partie des électeurs déçus de l'AKP au sein de cette coalition électorale élargie. Au total, la coalition autour de l'AKP obtient 323 sièges sur 600. Le MHP se maintient au niveau de 2018, gagnant même un siège et arrivant à 50 députés. Le *Hüda-Par* et le YRP font leur entrée au Parlement en obtenant respectivement quatre et cinq sièges. Aux présidentielles, Erdoğan, profite de la candidature de deux petits candidats souverainistes et nationalistes, qui détournent une partie de l'électorat du candidat de l'opposition. Cependant, la victoire au second tour est surtout acquise du fait d'une mobilisation forte de son électorat. Cruciale dans le nouveau régime, la présidentielle a consolidé l'alliance d'un bloc islamo-conservateur et nationaliste, facilitée par une cohérence idéologique et la figure de leader charismatique de Recep Tayyip Erdoğan.

### **De la coalition à la concurrence**

Les deux partis islamistes au sein de la coalition au pouvoir se distinguent cependant dans leur positionnement vis-à-vis de l'AKP. Le *Hüda Par* bénéficie largement du soutien du pouvoir en vue de développer les dynamiques conservatrices et religieuses dans le Sud-est du pays pour

concurrer le mouvement kurdiste, selon les dires même de l'ancien ministre de l'Intérieur quelques mois après les élections de 2023<sup>6</sup>. Ses positions, favorables à l'apprentissage optionnel de la langue kurde, et son positionnement comme défenseur conservateur de la cause kurde, en auraient fait une cible facile des milieux nationalistes s'il n'était pas un parti allié au pouvoir. Profitant et en partie dépendant de cette proximité avec l'État et le parti présidentiel, le *Hüda Par* a ainsi fait le choix d'un maintien dans la coalition pour les élections locales de mars 2024, en présentant des candidats partout sauf à Ankara, Istanbul et Izmir, en vue de soutenir l'AKP dans ces trois grandes métropoles où la concurrence avec l'opposition était forte<sup>7</sup>. À l'inverse, deux mois après les élections générales de mai 2023, le YRP a fait le choix contraire en se positionnant dans l'opposition. Considérant que les élections locales de mars 2024 ne constituent pas une question de « survie » (*beka*) pour le régime et l'État, le YRP préfère concourir sur des listes séparées après l'échec de négociations avec l'AKP.

Le *Hüda Par* présente désormais des candidats dans toute la Turquie et une nouvelle génération de cadres tente de présenter une image d'ouverture vis-à-vis du mouvement kurde ou de l'électorat alévi<sup>8</sup>. Cependant, le YRP peut se prévaloir quant à lui d'une base sociale plus large, alors que le parti islamiste kurde parvient mal à mobiliser au-delà de sa base traditionnelle et localisée régionalement. Par ailleurs, le YRP bénéficie d'un fort capital symbolique du fait de la parenté entre son président et le fondateur du parti de la Félicité (*Refah Partisi*) et leader historique de l'islam politique turc, héritage qu'il mobilise abondamment dans sa communication politique. De plus, à la différence des partis *Gelecek* et DEVA fondés par des anciens de l'AKP et qui ont intégré la principale coalition d'opposition, le YRP, qui a lui fait le choix de rester au sein de la coalition au pouvoir, n'a pas eu à souffrir du stigmate d'une alliance avec le principal parti d'opposition, le CHP, se réclamant de l'héritage républicain et laïc de Mustafa Kemal. Surtout, contrairement au *Gelecek* et au DEVA, le YRP se caractérise par son fort ancrage, ce qui a joué en sa faveur lors des

---

<sup>6</sup> Süleyman Soylu a qualifié le soutien de l'État au *Hüda-Par*: «Il s'agit d'une démarche sociologique très forte et d'une grande intelligence de l'État». <https://www.cumhuriyet.com.tr/siyaset/suleyman-soyludan-huda-par-itirafi-2084667>.

<sup>7</sup> El, K., «DEM ve YRP'nin adayları İstanbul seçimini nasıl etkiler?», *DW*, 6 février 2024. <https://www.dw.com/tr/dem-ve-yrp-nin-adaylar%C4%B1-i-CC%87istanbul-se%C3%A7imini-nas%C4%B1-etkiler/a-68186032>.

<sup>8</sup> Les candidats du *Hüda-Par* à Batman et à Tunceli (Dersim) sont représentatifs de cette tendance. Le candidat à la mairie de Batman a fait plusieurs gestes en faveur d'un dialogue apaisé avec le parti pro-kurde alors que le candidat à la mairie de Tunceli a affirmé que son parti était un parti alévi, alors qu'historiquement ce dernier se réclame de l'islam politique sunnite. Ali Haydar Gözlü, «HÜDA-PAR Dersim Adayı : HÜDA-PAR bir Alevi Partisidir », *Rudaw*, 14 mars 2024, <https://www.rudaw.net/turkish/interview/140320241>. L'alévisme est une branche hétérodoxe de l'islam, proche du chiisme par l'importance accordée à la figure d'Ali.

élections locales de mars 2024. Il a ainsi vu le nombre de ses adhérents augmenter de plus de 100 000 membres (soit plus d'un tiers) en une année, entre 2023 et 2024<sup>9</sup>.

Pour les élections locales de 2024, le YRP présente des candidats même dans des métropoles telles que Istanbul, où l'AKP aurait pourtant besoin d'un front uni contre le maire sortant. Ce choix s'avère payant pour le parti islamiste qui sort vainqueur de ce scrutin : Alors que c'est la première fois qu'il candidate à des élections locales, il remporte 63 municipalités de premier niveau dont certaines sous-préfectures (*ilçe* et *belde*), une mairie de préfecture et une municipalité métropolitaine, avec 6,19% des voix pour les élections des maires et 6,98% pour les élections des conseils municipaux soit environ trois millions d'électeurs. Il parvient ainsi à se hisser au rang de second parti dans un grand nombre de provinces, et il fait plus de 10% des voix dans 16 d'entre elles. Il réalise ainsi des scores importants pour l'élection des maires dans des bastions de l'AKP, que ce soit les espaces périphériques kurdes, les provinces industrielles d'Anatolie, ou encore en mer Noire.

En se positionnant en protecteur de l'ordre social et moral (notamment dans ses attaques contre le mouvement LGBT+, encore plus virulentes que celles de l'AKP), mais surtout en portant le fer sur l'économie et la dénonciation des liens économiques maintenus entre la Turquie et Israël malgré les crimes de guerre commis à Gaza par Tsahal depuis le 7 octobre, pourtant dénoncés avec force par le pouvoir, le YRP est parvenu à catalyser le mécontentement d'anciens fidèles de l'AKP. De plus, le YRP met en évidence la centralité des organisations partisans dans les dynamiques électorales en Turquie, alors que l'erdoganisation de l'AKP puis la présidentialisé du régime laissait penser qu'elles allaient devenir secondaires. Contrairement à d'autres partis qui ont bénéficié d'un vote de protestation comme le *Zafer Partisi*, nouvelle formation d'extrême droite, le YRP n'a pas limité sa mobilisation aux réseaux sociaux. Bénéficiant de l'arrivée de nombreux et importants transfuges de l'AKP et fort d'une organisation partisane qui fait désormais de plus en plus défaut au parti présidentiel, il a pu mener une campagne active et efficace dans tout le pays, alors que le parti au pouvoir ne mobilise plus autant. Cette stratégie de contestation interne au mouvement islamiste et de vampirisation de l'AKP n'est pas sans provoquer de vives tensions avec le parti présidentiel qui voit ce partenaire se positionner désormais en concurrent non seulement pour ces élections, mais potentiellement dans la perspective des prochaines présidentielles. À

---

<sup>9</sup> « Partilerin üye sayıları açıldı : Yeniden Refah Sürprizi », *Yetkin Report*, 9 février 2024, <https://yetkinreport.com/2024/02/09/partilerin-uye-sayilari-aciklandi-yeniden-refah-suprizi/>.

travers cette transformation d'un partenaire de coalition en concurrent se lisent ainsi les premiers signes de stratégies anticipant la Turquie post-Erdoğan.

## **D'UNE COALITION D'OPPOSITION HÉTÉROCLITE À UN PARTI ATTRAPE-TOUT**

La principale coalition d'opposition a laborieusement tenté de rester unie pour les élections nationales de 2023, ce qui n'a pas permis d'obtenir des victoires espérées. Cette défaite a fait éclater la coalition et donné lieu à des reconfigurations dans les partis membres. Paradoxalement, le principal parti d'opposition CHP est, lors du scrutin local de 2024, parvenu à drainer diverses oppositions, et a remporté une victoire historique.

### **Les limites d'une coalition hétéroclite de partis d'opposition**

Lors des législatives de 2023, l'opposition a tenté de « transformer l'essai » des municipales de 2019, pour reconduire au niveau national le succès de la logique de coalition – qui avait été mise en place de manière territorialisée et avait porté ses fruits dans les grandes villes de l'Ouest. Le contexte semblait porteur pour une victoire de l'opposition, avec une crise économique et une inflation sans précédent, en grande partie imputable aux politiques économiques des années précédentes ; et après le tremblement de terre de février 2023, qui avait également suscité des critiques très virulentes de la gestion par le pouvoir du foncier et de la catastrophe. Pourtant, à l'épreuve des scrutins nationaux, la logique de coalition d'opposition s'est avérée moins porteuse qu'espéré, montrant combien la configuration des municipales était spécifique.

L'Alliance de la Nation de 2018 (*Millet İttifakı*) a été réactivée, en lui adjoignant deux nouveaux partis résultant de scissions tardives de l'AKP, le Parti du futur (*Gelecek Partisi*, fondé en 2019 par l'ancien Premier ministre Ahmet Davutoğlu) et le Parti de la Démocratie et du Progrès (*Deva Partisi*, DEVA, fondé en 2020 par l'ancien ministre de l'Économie, Ali Babacan). S'est ainsi mise en place la « Table des Six ».

Les fondements de cette stratégie étaient doubles : d'une part, d'un point de vue stratégique, faire appel à des électors différents et complémentaires. Ainsi, développant un positionnement d'équilibrisme entre positions centristes et nationalistes, le İYİ parti tente de capter notamment les électeurs de l'AKP issus des milieux urbains, des classes moyennes et supérieures, déçus par l'incapacité du pouvoir à sortir de la crise économique ; alors que le DEVA, particulièrement actif

dans les milieux d'affaires, semblait chercher à capter le vote d'autres déçus de l'AKP, en particulier au sein de l'électorat kurde conservateur du Sud-est.

D'autre part, cette coalition très hétérogène se rassemblait d'abord autour de l'opposition au camp du pouvoir, donc d'objectifs institutionnels – la nécessité de renouer avec la démocratie, donc le retour à un régime parlementaire – et ses corollaires, la rupture avec des pratiques de pouvoir collusives et excluantes, la restauration de l'état de droit. Cependant, la table des Six s'est également donné une ambition programmatique, qu'elle est en partie parvenue à tenir, proposant un projet relativement développé, notamment sur les questions économiques et autour des inégalités sociales.

Cependant, les négociations entre les partis pour s'entendre sur un candidat commun à la présidentielle et la répartition des sièges au Parlement ont engendré nombre de conflits et crises<sup>10</sup>. À la présidentielle, seul un unique candidat de l'alliance d'opposition était considéré à même de battre Erdoğan, puis de mener un véritable changement. Mais aucune candidature ne faisait l'unanimité. Par peur de voir le parti lui échapper en cas de victoire aux présidentielles, le dirigeant du parti, Kemal Kılıçdaroğlu s'est opposé aux candidatures des très populaires maires CHP d'Istanbul et d'Ankara, mettant en avant sa propre candidature. Celle-ci était cependant contestée, car selon les sondages il n'était pas le candidat le plus populaire. Celle de la dirigeante du İYİ, Meral Akşener, ne faisait pas non plus l'unanimité, car elle risquait de faire fuir les électeurs les plus à gauche ou pro-kurdes. L'investiture de Kemal Kılıçdaroğlu s'est faite tardivement, et non sans réticence au sein de la coalition mais aussi de son propre parti.

Cette alliance n'a pas permis de remporter les présidentielles comme espéré, Kılıçdaroğlu ayant remporté moins de 45% au premier tour et 47,82% au second<sup>11</sup>. En revanche, la coalition a eu des effets importants sur les dynamiques de coalition. Lors des législatives, le CHP et İYİ n'ont présenté des candidats communs que dans 16 circonscriptions, où leurs chances de gains étaient réduites, et ont concouru séparément dans les autres. Notamment en raison des tensions autour du choix du candidat à la présidentielle, le İYİ a refusé d'accueillir sur ses listes des candidats des petits partis de la coalition. Seul le CHP a investi 76 candidats (sur 600) des partenaires de coalition n'ayant pas l'assurance de dépasser le seuil électoral (ramené à 7% en 2023) (Esen, 2024, p. 81) ; la logique de coalition a augmenté leurs gains et leurs marges de manœuvre politiques. Le parti

---

<sup>10</sup> "Altılı Masa aday için toplandı!". *Habertürk*. 2 Mart 2023.

<sup>11</sup> <https://secim.hurriyet.com.tr/28-mayis-2023-secimleri/secim-sonuclari/>

DEVA a obtenu 14 sièges, les partis *Saadet* et *Gelecek*, chacun 9 sièges – soit une surreprésentation par rapport à leur poids électoral<sup>12</sup>.

En revanche, le second parti, le İYİ, a tiré moins de profit de cette coalition. Parti de taille moyenne, il a 9,68% des voix et 42 députés aux législatives, un résultat en retrait par rapport aux législatives précédentes<sup>13</sup>. Sa direction et une partie de sa base, peu convaincues par la candidature de Kılıçdaroğlu à la présidentielle, ont pris leurs distances avec la coalition dès la campagne de 2023. En outre, le İYİ n'est pas parvenu à « monopoliser » le vote nationaliste, également courtisé dans la coalition du pouvoir par le MHP (quoi qu'avec une orientation plus religieuse) ; mais aussi par deux partis récents. En particulier, le Parti de la Victoire (*Zafer Partisi*) a présenté son propre candidat, Sinan Oğan, à la présidentielle, qui est arrivé troisième au premier tour avec 5,3% des voix<sup>14</sup>. Entre les deux tours, Kılıçdaroğlu, essayant de courtiser ces voix, a opéré un revirement nationaliste ; non seulement cela ne lui a pas permis de remporter le scrutin, mais cela a été très critiqué par une partie de sa base.

Quant aux législatives, même si le nombre de voix obtenues par le CHP a augmenté, ce parti y a cédé un nombre disproportionné de sièges aux partenaires de la coalition. La gageure qui consistait à rassembler une opposition hétérogène, en particulier à drainer les votes kurdiste et national-souverainiste turc, n'a pas été suffisante pour remporter une victoire au niveau national, et la synergie sur les bases n'a pas opéré comme escompté. En particulier, les petits partis conservateurs ne sont pas parvenus à attirer un vote conservateur conséquent, le fait d'être en coalition avec le CHP a semblé avoir un effet d'épouvantail sur ce type d'électorat. En outre, les candidats conservateurs relativement bien positionnés sur les listes du CHP – dont certains issus de l'AKP – ont sans doute fait fuir une partie de l'électorat habituel du parti kémaliste (Esen, 2024, p. 81). La logique d'opposition contre la coalition du pouvoir et le système présidentiel a permis de rassembler des partis hétérogènes ; mais avec la limite de désaccords idéologiques (notamment sur la question kurde, la question des migrants syriens, et la politique étrangère) et stratégiques.

### **Les reconfigurations partisanes à la suite de la défaite (2023)**

---

<sup>12</sup> <https://secim.hurriyet.com.tr/31-mart-2024-yerel-secimleri/tum-partiler/>

<sup>13</sup> <https://secim.hurriyet.com.tr/31-mart-2024-yerel-secimleri/iyi-parti-yerel-secim-sonuclari/>

<sup>14</sup> <https://secim.cnnturk.com/14-mayis-2023-secimleri/cumhurbaskani-adaylari-sinan-ogan/>

L'échec de la stratégie de coalition d'opposition en 2023 a provoqué son éclatement. Le İYİ rompt tout accord avec le CHP dans la période post-électorale<sup>15</sup> ; durant les mois qui suivent, il oscille dans son degré d'opposition à l'AKP, envisageant de le soutenir, avant de décider de concourir seul aux élections locales de mars 2024. Les autres partis de la coalition décident également de se présenter seuls aux élections locales. Ce qui est considéré comme une défaite électorale a provoqué des reconfigurations dans chacun des partis de la coalition.

L'échec électoral de 2023 a été principalement attribué à Kılıçdaroğlu, à la fois dirigeant du principal parti d'opposition, artisan de la coalition, et candidat malheureux à la Présidence. Or, refusant d'assumer toute responsabilité dans la défaite, ce dernier est resté sourd aux appels à quitter la direction du CHP. Les critiques internes se sont exprimées, notamment lors du congrès ordinaire du parti, tenu en novembre 2023. Özgür Özel, député de Manisa et chef du groupe CHP à l'Assemblée, s'est présenté comme le candidat du changement, avec l'appui du maire d'Istanbul. Il a été élu à la direction du parti à la suite d'une lutte très serrée<sup>16</sup>. C'est la première fois dans l'histoire du CHP que le leader sortant, candidat à sa propre réélection, n'est pas reconduit (chose très rare également dans les autres partis).

Pour les élections locales de 2024, la nouvelle équipe s'est donnée pour objectif prioritaire de conserver les postes de maires de métropoles que le parti avait remportées en 2019. Pour les candidatures à ces postes stratégiques, les équipes sortantes ont été reconduites. Pour le reste, de nouveaux types de candidatures ont été promues ; à côté de profils très classiques au CHP marqués par le progressisme, plaisant à l'électorat traditionnel du parti, on note une féminisation (en témoigne la candidate dans l'arrondissement stambouliote d'Üsküdar d'Istanbul, pourtant assez conservateur) et un rajeunissement des candidatures. Apparaissent aussi, parmi les candidats, des profils peu représentés auparavant - tel un ancien imam dans l'arrondissement défavorisé d'Arnavutköy à Istanbul. Cette capacité de promotion de nouvelles candidatures présente quelques limites comme à Hatay, l'une des villes les plus touchées par le séisme, où a été reconduit, malgré les critiques, la candidature du maire sortant Lütfü Savaş, très contestée du fait d'accusations de corruption – ce dernier sera finalement battu par le candidat de l'AKP<sup>17</sup>. Les investitures se sont

---

<sup>15</sup>Sayın A., « İYİ Parti, CHP'nin seçim işbirliği önerisini neden reddetti? », *BBC Türkçe*, 4 décembre 2023, <https://www.bbc.com/turkce/articles/ce9p5v87ejno> ; Sayın A., « İYİ Parti'nin yerel seçimlerde işbirliği yapmama kararı CHP'de nasıl karşılandı? », *BBC Türkçe*, 6 décembre 2023, <https://www.bbc.com/turkce/articles/cpdp35j1zk4o>

<sup>16</sup> « Özgür Özel: CHP'de 13 yıllık Kemal Kılıçdaroğlu dönemine son veren değişimci yeni genel başkan », *BBC Türkçe*, 5 novembre 2023, <https://www.bbc.com/turkce/articles/c0v283jjp7vo>

<sup>17</sup> Tanış E., « Türkiye'de kazanan CHP, Hatay'da neden ve nasıl kaybetti? », *Medyascope TV*, 24 avril 2024.

aussi avérées conflictuelles entre différentes factions internes au parti : certains soutiens de Kılıçdaroğlu, encore puissants dans une partie de l'organisation, ont tablé sur une défaite aux municipales pour qu'un congrès extraordinaire soit organisé, ouvrant la voie au retour de l'ancien dirigeant.

Le İYİ a par ailleurs récupéré certains groupes marginalisés du CHP (sur la côte cilicienne par exemple, des soutiens de Kılıçdaroğlu n'ayant pas trouvé de place sur les listes du CHP), mais il a également investi à des candidatures de maires des transfuges de l'AKP qui n'avaient pas trouvé de place sur ses listes (comme à Nevşehir), alors qu'il s'était constitué en tant que parti de centre-droit d'opposition à l'AKP. Cela a nui à la clarté de son message et a été mal vécu par une partie de son électorat (Öngün, 2024).

### **La poursuite des reconfigurations à la suite de la victoire aux scrutins locaux (2024)<sup>18</sup>**

Avec presque 37,7% des voix pour les postes de maire au niveau national (mais seulement 28,5% pour les conseils municipaux), le CHP pulvérise ses résultats précédents ; depuis sa refondation en 1999, il n'avait jamais dépassé les 26% des voix aux scrutins nationaux, et avait atteint son meilleur résultat aux élections locales de 2019 avec 28,6% pour les postes de maires<sup>19</sup>. En 2024, il remporte les six plus grandes métropoles du pays, qui représentent à elles seules plus du tiers de la population totale. À Istanbul, le maire CHP sortant, İmamoğlu, a gagné avec 51% et 12 points d'avance sur son adversaire de l'AKP<sup>20</sup>. L'écart à Ankara est encore plus abyssal, se rapprochant des 30 points. Dans ces deux métropoles, le CHP remporte la majorité des sièges dans les conseils municipaux métropolitains, ce qui met fin à des cohabitations entre maires et conseils souvent paralysantes. Au-delà, le parti remporte des mairies (métropolitaines ou non) dans des régions habituellement gagnées à l'AKP, en Anatolie occidentale, en mer Noire, et même dans le Sud-est kurde (Adıyaman).

Alors même que le CHP est traversé par des conflits internes, que la coalition d'opposition a éclaté et que de multiples candidatures ont été en compétition, le vote d'opposition s'est concentré en grande partie sur le CHP<sup>21</sup>. Au contraire, les autres anciens partenaires de la coalition ont connu un

---

<https://medyascope.tv/2024/04/24/turkiyede-kazanan-chp-hatayda-neden-ve-nasil-kaybetti/>

<sup>18</sup><https://tr.euronews.com/2024/03/31/31-mart-2024-yerel-secim-sonuclari-turkiye-genelinde-hangi-parti-kac-belediye-kazandi>

<sup>19</sup> <https://secim.hurriyet.com.tr/31-mart-2024-yerel-secimleri/chp-yerel-secim-sonuclari/>

<sup>20</sup> <https://secim.milliyet.com.tr/31-mart-2024-yerel-secimleri/istanbul-ili-yerel-secim-sonuclari/>

<sup>21</sup> <https://belediyegazetesi.chp.org.tr/2024/4/30/ramazanteczankampanyastratejisisecimzaferinigetirdi>

recul important. Ainsi, le İYİ a perdu plus de 3 millions de voix depuis 2023 et sort balayé avec 3,76% des voix pour les postes de maire (7,45 pour les assemblées) et une seule mairie de province. La présidente du İYİ ne s'est pas présentée à sa propre succession. Dans l'opposition, les autres perdants du scrutin sont tous les petits partis conservateurs auparavant alliés avec le CHP, et qui pour les plus récents concouraient seuls pour la première fois. Leurs scores très bas (le *Saadet* remporte 1,09% des voix ; le DEVA, 0,33% ; le *Gelecek*, 0,33%) reflètent la faiblesse de leurs bases électorales. Même en dehors de l'alliance avec le CHP qui avait pu faire fuir certains électeurs, ils semblent avoir été durablement délégitimés.

Ainsi, paradoxalement, malgré l'éclatement de la coalition, le CHP est parvenu à drainer les oppositions. De manière similaire à 2019, İmamoğlu a mis en œuvre sa propre stratégie autour d'une « coalition d'Istanbul » (*İstanbul İttifakı*) avec l'idée d'en appeler à des électeurs de divers horizons, y compris au-delà du parti<sup>22</sup>. Il s'est de nouveau appuyé sur l'organisation de volontaires qu'il avait mis en place en 2019, les volontaires d'Istanbul (*Istanbul gönüllüleri*), mobilisant plusieurs dizaines de milliers de bénévoles en dehors du parti. L'organisation, qui s'était transformée en armée de volontaires pour la coalition d'opposition en 2023, conservait cette dimension transpartisane.

La campagne, puis les résultats des scrutins locaux ont légitimé la nouvelle direction du CHP, éliminant l'éventualité d'un congrès extraordinaire. Une partie des soutiens de Kılıçdaroğlu se rangent, de ce fait, vers un soutien à Özel ou à İmamoğlu. Mais ces deux figures ne sont pas concurrentes, puisque leurs positions respectives ont été clarifiées ; Özgür Özel s'est posé en coach, et non en futur candidat à la présidentielle, rôle que semble incarner le maire d'Istanbul. Ainsi, le CHP ressort des élections non seulement renforcé électoralement, mais unifié comme rarement.

## **ENTRE COALITIONS OFFICIELLE ET OFFICIEUSE : LE PARTI PRO-KURDE**

Le parti pro-kurde, sous ses avatars successifs<sup>23</sup>, tient une place spécifique dans la dynamique des coalitions : en coalition officielle avec des partis de gauche, il est aussi en coalition officieuse avec l'Alliance de la Nation, la coalition d'opposition portée par le parti kémaliste. Cette position spécifique s'inscrit dans la continuité d'une stratégie du parti pro-kurde, qui depuis la formation du

---

<sup>22</sup> Yılmaz M., « Muhalefetin Seçim Stratejileri », *Kriter*, mars 2024, <https://kriterdergi.com/istanbul-ittifaki/muhalefetin-secim-stratejileri>

<sup>23</sup> Anciennement HDP (*Halkların Demokratik Partisi* /Parti démocratique des peuples) de 2012 à 2015, puis YSP (*Yeşil Sol Parti* / Parti de la Gauche Verte) entre 2016 et 2023, puis DEM en 2024.

HDP en 2012, le mouvement de Gezi de 2013, vise à s’ancrer au sein du champ politique de Turquie en intégrant des sensibilités de gauche au-delà des seuls défenseurs de la cause kurde. Cette situation joue en sa défaveur lors des élections générales de 2023, mais les bons résultats lors des élections municipales de 2024 mettent en évidence comment, selon les scrutins, cette position spécifique a des impacts différenciés pour le parti. Dans un champ politique marqué par l’importance de l’électorat nationaliste d’une part, et la convergence de certains électeurs d’opposition d’autre part, la dynamique des coalitions électorales tend cependant à jouer contre les intérêts du parti pro-kurde.

### **Un parti victime des coalitions en 2023**

Lors des élections présidentielles et législatives de 2023, le parti pro-kurde fait le choix d’un double ancrage dans le jeu des coalitions. D’une part, il a été à l’initiative en août 2022 de la création d’une coalition de gauche, la coalition Travail et Liberté (*Emek ve Özgürlük İttifakı*) qui rassemble de nombreux petits partis dont le Parti des Travailleurs de Turquie (*Türkiye İşçi Partisi*, TİP) refondé en 2017<sup>24</sup>. D’autre part, en vue de faire perdre l’AKP, il continue sa stratégie de coalition officielle avec l’alliance de la Nation, initiée depuis 2018, en ne présentant pas de candidat aux présidentielles. Cette stratégie s’avère doublement coûteuse pour le parti pro-kurde lors des élections de 2023.

La création de la coalition Travail et Liberté avait soulevé beaucoup d’espoirs à gauche. Cependant, le choix de présenter des listes séparées entre les différents partis de la coalition n’a pas permis de bénéficier de l’effet rassembleur qu’une dynamique de campagne sur liste commune aurait engendré. Les dirigeants du TİP ont en effet alors à cœur de pouvoir mesurer la force qu’ils représentent, en affichant l’objectif d’un résultat autour de 3% à l’échelle nationale afin de pouvoir bénéficier de l’aide de l’État pour les partis politiques conditionnée à ce seuil, tout en étant certain de pouvoir être représenté au parlement du fait de leur appartenance à la coalition Travail et Liberté qui devait garantir l’obtention d’au moins 7% des suffrages exprimés nécessaires à une représentation parlementaire. Par ailleurs, le TİP est rejoint par d’anciens députés du parti pro-

---

<sup>24</sup> Le Parti du Travail (*Emek Partisi*, EMEP), le Parti des Régions Démocratiques (*Demokratik Bölgeler Partisi*, DBP), le Parti du Mouvement des Travailleurs (*Emekçi Hareket Partisi*, EHP), le Parti de la Liberté Sociale (*Toplumsal Özgürlük Partisi*, TÖP), le Parti de l’Égalité et de la Démocratie des Peuples (*Halkların Eşitlik ve Demokrasi Partisi*, DEM) et la Fédération des Assemblées Socialistes (*Sosyalist Meclisler Federasyonu*, SMF) sont aussi membres de la coalition.

kurde, issus de la gauche turque ou du milieu associatif<sup>25</sup>, et dont les critiques à l'encontre du parti pro-kurde nuisent à la bonne entente au sein de la coalition. Le résultat est une campagne en ordre dispersé au sein de la coalition, et malgré l'activisme du TİP sur les réseaux sociaux et pendant la campagne, celui-ci ne rassemble qu'1,8% des voix. La volonté du TİP de proposer des candidatures propres dans 54 circonscriptions sur 87 provoque un éparpillement des voix de la coalition qui, en comparaison, fait un score moins important que le parti pro-kurde seul en 2018 (-1,2 point de pourcentage et deux sièges de moins au parlement)<sup>26</sup>. Du fait de la dispersion des voix entre les deux partis, le choix de listes séparées a au minimum fait perdre 4 députés au parlement à la coalition (deux à Istanbul, un à Adana et un à Izmir) qui auraient pu être élus si les deux partis s'étaient accordés sur une liste commune dans ces provinces. Globalement, le choix du TİP de candidater dans les régions de l'Ouest et de la côte méditerranéenne a contribué à affaiblir l'ancrage du YSP dans les régions non-kurdes du pays.

En parallèle, le parti pro-kurde s'est aligné implicitement sur la stratégie de l'opposition pour l'élection présidentielle. Tablant sur une victoire au premier tour contre le président sortant Recep Tayyip Erdoğan, le YSP n'a pas présenté de candidat à l'élection présidentielle afin de donner un maximum de chances au candidat de l'opposition, Kılıçdaroğlu. Ainsi, alors que la coalition Travail et Liberté représentait la troisième force du pays avec 5,7 millions de voix et 10,56% de part du vote lors des élections législatives de 2023, c'est Sinan Oğan, candidat de l'extrême droite nationaliste aux élections présidentielles, qui s'est retrouvé en position de faiseur de rois dans l'entre-deux tours<sup>27</sup>. Malgré l'importance du vote pour Kılıçdaroğlu dans les régions kurdes, et, plus généralement, de la part des électeurs de la coalition Travail et Liberté, le leader du CHP a ainsi fait le choix de conclure un protocole secret avec le parti d'extrême droite de la Victoire (*Zafer Partisi*) dont est issu le candidat Sinan Oğan, lui promettant ainsi trois ministères dont l'Intérieur, ainsi que des postes clefs dans le domaine de la sécurité, de la justice et de l'économie<sup>28</sup>.

---

<sup>25</sup> Erkan Baş et Barış Atay ont été élus députés HDP en 2018 et démissionnent du parti pour représenter le TİP au parlement. Ahmet Şık, lui aussi député HDP d'Istanbul, les rejoint en 2021.

<sup>26</sup> <https://tr.euronews.com/2023/04/10/turkiye-isci-partisi-tip-milletvekili-adayi-listesi-53-secim-bolgesinde-aday-cikarildi>.

<sup>27</sup> Sayın, A. « ATA İttifakı ikinci tur tercihinde bölündü: Sinan Oğan, 'Erdoğan', Adalet Partisi 'Kılıçdaroğlu' dedi, gözler Özdağ'da », *BBC Türkçe*, 22 mai 2024.

<https://www.bbc.com/turkce/articles/cqv06xn1y24o>

<sup>28</sup> « CHP ve Zafer Partisi'nin 'gizli protokolü'nün maddeleri ortaya çıktı », *TRT Haber*, 23 novembre 2023, <https://www.trthaber.com/haber/gundem/chp-ve-zafer-partisinin-gizli-protokolunun-maddeleri-ortaya-cikti-815202.html>

## Une crise interne au parti sur la question de la coalition

Cette configuration où le parti pro-kurde s'est retrouvé affaibli à la fois par ses partenaires dans le cadre des coalitions officielle et officieuse a été à l'origine de vifs débats au sein de la coalition et du parti, et nous renseigne sur les effets des coalitions électorales sur les dynamiques intrapartisanes. Un mois avant les élections de mai 2023, dans un lettre ouverte remarquable, publiée dans le quotidien *Yeni Yaşam*, Gülten Kışanak, ancienne mairesse de Diyarbakır en prison depuis 2016, critique ainsi vertement la stratégie de coalition choisie et le choix du TİP de candidater sur liste séparée : « L'Alliance Travail et Libertés n'est pas une alliance électorale. Il n'y a pas de candidat commun à la présidence. S'il n'y a pas de liste électorale commune, cette alliance n'est plus une alliance électorale. (...) Le TİP n'est pas le seul parti socialiste au Parlement. Compte tenu de ces faits, j'insiste sur le fait que personne n'a le droit de gaspiller ne serait-ce qu'une seule voix<sup>29</sup> ». Au lendemain des élections, c'est au tour de Selahattin Demirtaş, charismatique co-président du HDP, emprisonné lui aussi depuis 2016, d'enfoncer le clou dans une lettre où il annonce arrêter la vie politique active et dénonce l'absence de réponses du parti à ses lettres les appelant à suivre une autre politique.

Dans les mois qui précèdent les élections municipales de 2024, des tensions dans la continuité de ces prises de position se sont exprimées au sein du parti au sujet des relations avec le reste de l'opposition, entre les partisans de la ligne d'alliance avec l'opposition suivie lors des scrutins de 2019 et 2023, et celles et ceux insistant davantage sur l'affirmation d'une « troisième voie » entre les deux principales coalitions. Début janvier, les co-présidents du DEM ont rendu visite à Ankara au nouveau secrétaire général du CHP, Özgür Özel, en vue de construire ensemble un « consensus urbain » (*kent uzlaşısı*), formule désignant le partenariat entre les deux partis, en particulier dans neuf métropoles de l'Ouest et du Sud du pays. Dix jours plus tard, Başak Demirtaş, la compagne de Selahattin Demirtaş, déclarait être disposée à se porter candidate pour la mairie métropolitaine d'Istanbul si le parti et le peuple le souhaitaient : « Nous entrerons dans la course avec l'ambition de gagner à Istanbul et non pour faire gagner ou perdre quelqu'un », dans une critique à peine masquée d'un positionnement trop aligné sur l'agenda de l'opposition CHP<sup>30</sup>. Par la voix du député de Ağrı venu lui rendre visite en prison début février, Selahattin Demirtaş a insisté de nouveau sur

---

<sup>29</sup> Gülten Kışanak, « Bir sosyalist olarak... », *Yeni Yaşam*, 3 avril 2023, <https://yeniyasamgazetesi5.com/bir-sosyalist-olarak/>

<sup>30</sup> Sayın, A. « Başak Demirtaş'ın adaylık açıklaması DEM Parti'de nasıl karşılandı, CHP ile işbirliğini nasıl etkileyebilir? », *BBC Türkçe*, 23 janvier 2024. <https://www.bbc.com/turkce/articles/cx9d58xnjzpo>

la nécessité d'autonomie du parti qui « n'est le soutien de personne ». Si la candidature de l'épouse de l'ancien co-président du parti à Istanbul n'a pas été retenue car elle risquait de faire trop d'ombre au candidat de l'opposition Ekrem İmamoğlu<sup>31</sup>, ces pressions semblent avoir poussé au choix d'une candidate d'envergure pour le DEM, Meral Daniş Beştaş<sup>32</sup>.

Les débats ont toujours fait partie de la vie du parti pro-kurde, bien qu'ils se soient rarement exprimés de manière si vive à la veille d'une élection. Jusque dans la dernière semaine, les messages de différentes voix importantes du parti ont laissé transparaître cette tension. Lors des célébrations du Newroz à Diyarbakır fin mars, Leyla Zana, figure historique du mouvement kurde en Turquie qui avait appelé fin janvier Recep Tayyip Erdoğan à relancer le processus de résolution de la question kurde en Turquie, a ainsi vertement critiqué le CHP et sa volonté de voir les électeurs kurdes voter pour le candidat İmamoğlu à Istanbul, dénonçant un marché de dupe se faisant au détriment du DEM. Comme en réponse quelques jours plus tard, le quotidien pro-kurde *Yeni Yaşam* publiait en sur-titre une consigne de vote on ne peut plus claire : « Nous devons faire perdre l'AKP-MHP ». Signé sous un pseudonyme connu des lecteurs pour représenter le point de vue du haut-commandement de la guérilla, l'article remettait en question la perspective d'une solution négociée avec le pouvoir, et insistait sur « la responsabilité historique de faire perdre partout le fascisme de l'AKP-MHP », et ce malgré « la réaction [négative] justifiée contre le CHP<sup>33</sup> ». Finalement, alors que beaucoup attendaient une consigne de vote explicite de la part de Selahattin Demirtaş pour Istanbul à travers une lettre adressée au siège du parti, ses avocats ont publié un communiqué de presse trois jours avant le scrutin démentant l'existence d'une telle correspondance.

### **Une victoire en demi-teinte**

Cette tension entre volonté de soutenir l'opposition contre le pouvoir en place d'une part et besoin de réaffirmer sa place sur l'échiquier politique du pays s'est retrouvée dans la stratégie adoptée par le parti pro-kurde lors des élections locales de mars 2024<sup>34</sup>. Le partenariat avec le CHP a fonctionné de manière inégale selon les provinces, en fonction des enjeux locaux et de la capacité des

---

<sup>31</sup> <https://medyascope.tv/2024/02/07/basak-demirtas-istanbuldan-aday-olmayacak/>

<sup>32</sup> Sayın, A. « DEM Parti'nin İstanbul adayları Meral Daniş Beştaş ve Murat Çepni », *BBC Türkçe*, 9 février 2024. <https://www.bbc.com/turkce/articles/c9e83y7xrymo>

<sup>33</sup> « Mart seçimleri gölgesinde Kürtlere karşı soykırım hazırlığı », *Yeni yaşam*, 25 mars 2024, <https://yeniyasamgazetesi5.com/mart-secimleri-golgesinde-kurtlere-karsi-soykirim-hazirligi/>

<sup>34</sup> <https://secim.hurriyet.com.tr/31-mart-2024-yerel-secimleri/dem-parti-yerel-secim-sonuclari/>

organisations partisans à s'accorder sur des candidatures : ainsi, si à Izmir, Antalya et Adana le DEM a finalement présenté des candidats à la mairie métropolitaine, il ne l'a pas fait à Manisa, ni à Mersin, ni dans 11 des 12 arrondissement de cette ville et dans trois arrondissements d'Ankara. C'est à Istanbul que l'alliance a contribué à une victoire symbolique importante pour l'opposition, non seulement au niveau de la municipalité métropolitaine, mais aussi au niveau des municipalités d'arrondissements. Le parti n'a ainsi pas mené une campagne ambitieuse pour la mairie métropolitaine, et ce malgré le sérieux du pedigree de la co-candidate présentée. Le DEM n'a par ailleurs pas présenté de candidat dans 22 des 39 arrondissements que compte Istanbul, ce qui a favorisé la conquête par le CHP de nombreux arrondissements jusque-là acquis à l'AKP. Ainsi dans 10 des 12 arrondissements passés de l'AKP au CHP, le DEM n'avait pas de candidat. À Esenyurt, deuxième arrondissement le plus peuplé de la métropole où la population kurde originaire est importante, le CHP a retiré son candidat initialement annoncé pour le remplacer par un autre candidat proche du DEM qui lui n'a pas présenté de candidat. Durant la campagne, le maire-candidat Ekrem İmamoğlu s'est gardé de critiquer le DEM ; il a déclaré publiquement qu'il serait insensé de considérer le DEM et ses millions d'électeurs comme des « terroristes », et a régulièrement dénoncé la répression dont celui-ci a fait l'objet. De fait, le DEM a obtenu un score très faible à Istanbul (2,12%) bien en dessous de son potentiel : on note ainsi un écart de près de 635 000 voix entre le vote pour le parti pro-kurde à Istanbul entre les élections législatives de 2023 (où il a recueilli 8,1% des votes) et les élections municipales de 2024<sup>35</sup>. Autant si ce n'est davantage qu'une consigne de vote qui a finalement été peu lisible pour les électeurs du parti pro-kurde, l'importance de ce report de voix qui a été central dans cette seconde victoire d'Ekrem İmamoğlu est aussi dû au candidat lui-même, populaire dans les régions kurdes, et qui a notamment condamné pendant la campagne les propos diffamatoires d'une candidate du CHP visant le parti pro-kurde<sup>36</sup>. Le rapprochement entre les deux partis politiques se poursuit après l'élection : dans son discours de victoire, Ekrem İmamoğlu a, comme à son habitude, cherché à rassembler sur un terrain démocratique l'ensemble des composantes de la société en nommant chaque minorité et se réclamant de la fraternité. Dans le sien, Özgür Özel a également dénoncé les injustices subies par

---

<sup>35</sup> Si on considère que l'écart de voix entre le candidat CHP et le candidat AKP a été d'1 million de voix, le fait que le candidat CHP ait largement bénéficié du report de voix des électeurs du DEM a été décisif.

<sup>36</sup> La candidate du CHP à Afyonkarahisar (Anatolie occidentale), a déclaré durant la campagne que si elle gagnait (ce qu'elle a fait entre-temps) sa mairie serait à ouvert à tou-te-s sauf aux représentants du DEM, ce qui a provoqué des critiques virulentes au sein même de son parti.

le DEM lors de ce scrutin. L'invalidation par la commission électorale provinciale de l'élection d'un maire du DEM au profit de son rival du parti au pouvoir à Van, a été immédiatement et fermement condamnée par Özgür Özel, comme par Ekrem İmamoğlu, et le CHP a diligemment délégué une délégation de députés dans la ville pour apporter son soutien au parti pro-kurde, une première d'importance alors que le parti kémaliste s'était illustré par son manque de solidarité vis-à-vis des mairies pro-kurdes lors des attaques à leur égard intervenues pendant les précédents scrutins.

Ces événements post-électorales confirment un tournant important de la politique turque: alors que la stratégie de l'AKP visait jusque-là à faire implorer l'opposition en jouant sur l'antagonisme entre les différentes composantes de l'opposition (notamment entre le İYİ Parti et le DEM), l'importance moindre accordée par l'opinion publique aux enjeux sécuritaires au profit des questions économiques, l'effondrement du İYİ et la transformation du CHP sous l'égide de son nouveau secrétaire général ont permis au parti pro-kurde de sortir d'une marginalité pénalisante pour lui et ses partenaires. La consolidation de l'alliance avec le CHP, tout en ouvrant de nouvelles perspectives dans le cadre de mobilisations contre les tentatives de répressions du pouvoir, n'est cependant pas sans risque pour le parti pro-kurde. D'une part, la confiance envers le CHP est largement entamée pour une frange non négligeable de l'électorat et des cadres du parti alors que le souvenir de l'entre-deux-tours de la présidentielle est encore vif dans les mémoires. D'autre part, au-delà des consignes plus ou moins implicites du parti, il est probable qu'une partie de l'électorat kurde des métropoles de l'Ouest, et d'Istanbul en particulier, passe ou soit passé d'un vote stratégique pour le CHP à un véritable vote d'adhésion. Dans le futur, il est possible que cette fongibilité des électors du CHP et du parti pro-kurde, qui a permis de défaire l'AKP à Istanbul se retourne contre le DEM qui n'est pas certain de retrouver l'ensemble de ses électeurs aux prochains scrutins.

Finalement, si les élections municipales de 2024 ont permis au parti pro-kurde de retrouver une certaine centralité dans le jeu des alliances et, surtout, malgré la répression, de gagner davantage de mairies et d'arrondissements qu'aux élections de 2019, l'avenir reste incertain. D'un côté, la condamnation du leader Selahattin Demirtaş à 42 ans de réclusion quelques semaines après les élections de mars 2024 pour « atteinte à l'unité et à l'intégrité de l'État » a mis en évidence la volonté du pouvoir de continuer dans une démarche répressive à l'encontre du parti. De l'autre, depuis octobre 2024, de timides gestes vers un nouveau processus de résolution du conflit avec le PKK sont faits par le pouvoir, remettant ainsi potentiellement le DEM au cœur du jeu politique.

## CONCLUSION

Comment qualifier la dynamique des coalitions à l'issue de ces séquences électorales ? La dramatisation des enjeux au niveau national (autour de l'idée de la survie de l'État), et l'effet de polarisation lié à la présidentielle à deux tours, ont joué un temps en faveur de la coalition du camp du pouvoir et ont compensé l'usure du parti gouvernant le pays, l'AKP. Les élections locales de 2024 ont montré que la dynamique d'un certain type de coalition, officielle, se transforme. Paradoxalement, c'est une coalition officieuse, et la plus complexe idéologiquement, celle tissée entre le CHP kémaliste et le DEM kurdiste, qui s'est avérée la plus fonctionnelle, et qui a eu le plus d'impact sur la vie politique turque. Cependant, ces effets étant moindres lors d'un scrutin municipal, même uninominal à un tour, le fonctionnement et les effets des coalitions se sont avérés différents, selon le niveau local ou national des élections. C'est pour cette raison que le YRP, allié à l'AKP en 2023, a pu justifier des candidatures indépendantes en 2024.

Cependant, les coalitions passées ont eu des effets sur les attentes, calculs et stratégies de chaque parti et candidat, mais aussi des effets plus structurels au niveau des électorats et des pratiques de campagne. De fait, certaines pratiques qui semblaient auparavant impensables (par exemple des électeurs du DEM qui votent CHP) sont maintenant envisageables et peuvent être reproduites, peut-être même en dépit des consignes de vote. On peut penser que la victoire de l'opposition aux élections locales de 2024, et en particulier la réélection très aisée du maire d'Istanbul qui ne fait pas mystère de ses ambitions présidentielles, va également produire des effets sur les relations entre partis, peut-être même au-delà de coalitions officielles. D'une élection à l'autre, les stratégies sont donc impactées, et des formes de coalition qui n'existent plus continuent pourtant à produire des effets. Ainsi, même si le DEM kurdiste présentait un candidat à la mairie métropolitaine d'Istanbul en 2024, ses électeurs ont voté massivement Ekrem İmamoğlu. Les électorats sont donc affectés, et cela présente potentiellement, pour les partis, des risques d'effets boomerang. Plus encore, la frontière est désormais brouillée entre votes stratégiques et votes d'adhésion, comme en témoignent les passages opérés dans les deux sens.

La présidentialisation du régime avait été promue par ses artisans comme un facteur de stabilisation politique. Force est de constater aujourd'hui que le champ politique turc ne s'est toujours pas stabilisé à l'issue des séquences électorales intervenues de 2018 à 2024. Comme si une modification de la loi électorale n'y suffisait pas, le camp du pouvoir insiste désormais sur la

nécessité d'une nouvelle réforme constitutionnelle, pour ne pas donner lieu à des coalitions désormais présentées comme des primes indues aux petits partis. Mais le paramètre de ces coalitions, même s'il a pu changer de forme et garde une certaine fluidité, a fait une entrée inattendue, notable et peut être durable dans le système politique turc.

## RÉFÉRENCES/REFERENCES

Ayan Musil P. (2015), « Emergence of a Dominant Party System After Multipartyism: Theoretical Implications from the Case of the AKP in Turkey », *South European Society & Politics*, vol. 20, n°1.

Bedock C. (2016), « Les élections municipales en Italie : entre personnalisation, stabilisation de l'exécutif, coalitions et dé-nationalisation de la compétition », in Marcou G., Wollman H. et Dolez B., *Droit et gestion des collectivités locales : les élections locales française (2014-2015)*.

Benhaïm Y., Massicard E., Toumarkine A. (2022), « Vers une Turquie post-AKP ? Partis et coalitions à la veille des élections », *Noria Research*. Disponible à l'adresse : <https://noria-research.com/turkey-program/fr/vers-une-turquie-post-akp-partis-et-coalitions-a-la-veille-des-elections/>

Bué, N., Desage, F. (2009). Le « monde réel » des coalitions L'étude des alliances partisans de gouvernement à la croisée des méthodes. *Politix*, n° 88(4), 7-37.

Bunce V. J., Wolchik S. L. (2010), "Defeating dictators: Electoral change and stability in competitive authoritarian regimes", *World politics*, vol. 62, no. 1, pp. 43-86.

Cheviron N., Pérouse J.-F. (2016), *Erdogan : le Nouveau Père de la Turquie ?*, Paris, François Bourin.

Çolak, Çağrı D. (2020), « Seçim İttifakı Sisteminin 2018 Milletvekili Genel Seçimine Etkileri. » *Eskişehir Osmangazi Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Dergisi*, 15.

Di Virgilio, A., Dolez, B. et Laurent, A. (2015), «Systèmes électoraux « complexes », coordination pré-électorale complexe. Une comparaison France-Italie.» *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 22(3), 343-370.

Du Plessis, A. (2021), *Erdogan ou la haine de l'Occident*, Paris, Jean-Cyrille Godegroy.

Esen, B. (2024), «The opposition alliance in Turkey's 2023 elections », in N. Christophis N. (ed.) *Elections and Earthquakes: Quo Vadis Turkey?* London, Transnational Press, p. 71-89.

Esen, B., Yavuzylmaz, H. (2023), «Opposition coordination under a competitive authoritarian regime: the case of the 2019 local elections in Turkey», *Routledge Handbook on Elections in the*

*Middle East and North Africa*, Cavatorta, Francesco and Resta, Valeria (eds.), Oxfordshire: Routledge.

Ferrara F., Herron E., Nishikawa M. (2005), *Mixed Electoral Systems: Contamination and its Consequences*, New York, Palgrave Macmillan.

Gandhi J., Ong E. (2019), « Committed or conditional democrats? Opposition dynamics in electoral autocracies », *American Journal of Political Science*, vol. 63, no. 4, pp. 948-963.

Gandhi J., Reuter O. J. (2014), « The incentives for pre-electoral coalitions in non-democratic elections », in Croissant. A, Kailitz S., Koellner P., Wurster S. (eds), *Comparing Autocracies in the Early Twenty-first Century*, New York, Routledge.

Gezgüç Kaya, G.M. (2024), « Türkiye'de seçim ittifakları dönem,: 2018'den günümüze bir değerlendirme » *Dokuz Eylül Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Dergisi*, 26 (3), 1288-1315.

Golder S. N. (2005), « Pre-electoral coalitions in comparative perspective: A test of existing hypotheses », *Electoral Studies*, vol. 24.

Golder S. N. (2006), «Pre-Electoral Coalition Formation in Parliamentary Democracies », *British Journal of Political Science*, vol. 36, n°2.

Hicken A., Stoll H. (2011), « Presidents and Parties: How Presidential Elections Shape Coordination in Legislative Elections », *Comparative Political Studies*, vol. 44, n° 7.

Lago I., Montero J.R., (2009), « Coordination between Electoral Arenas in Multilevel Countries », *European Journal of Political Research*, vol. 48, n° 2, 2009, p. 176-203.

Lefebvre B., Robin, C. (2009), «Pre-electoral Coalitions, Party System and Electoral Geography: A Decade of General Elections in India (1999–2009)», *South Asia Multidisciplinary Academic Journal* [Online], 3.

Levitsky S., Way A. L. (2002), «The Rise of Competitive Authoritarianism.» *Journal of Democracy* vol. 13, no. 2.

Levitsky S., Way A. L. (2010), *Competitive Authoritarianism: Hybrid Regimes after the Cold War*, Cambridge University Press.

Ong E. (2022), *Opposing Power: Building Opposition Alliances in Electoral Autocracies*, Michigan, University of Michigan Press

Öngün, E. (2024), « Élections locales en Turquie : un camouflet inédit pour le régime », *Contretemps*, 4 avril

Perrier G. (2018), *Dans la tête de Recep Tayyip Erdoğan*, Arles, Actes Sud.

Powell, G. B. (2000), *Elections as Instruments of Democracy: Majoritarian and Proportional Visions*, Yale University Press.

Škvrňák, M. (2024), No coalition is an island: how pre-electoral coalitions at the national-level shape local elections, *Local Government Studies*, 1–28.

Taagepera, R. (2010), « Le macro-agenda duvergérien, à demi-achevé », *Revue Internationale de Politique Comparée*, vol. 17, n° 1, 2010, p. 93-110.